

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21974 - 81ÈME ANNÉE

Rentrée scolaire sous cyclone : rompre avec l'aliénation

Pour un calendrier scolaire favorisant la réussite des élèves réunionnais



Imposer une rentrée scolaire en pleine saison cyclonique relève d'une aliénation institutionnelle qui nie la réalité réunionnaise. En exposant élèves et personnels à des risques majeurs pour satisfaire des logiques administratives exogènes, l'État perpétue un système déconnecté du territoire. Rompre avec cette aliénation est une nécessité vitale, éducative et politique.

Ce 21 janvier, 217 000 élèves de La Réunion, accompagnés de leurs enseignants, personnels administratifs et techniques, sont appelés à reprendre le chemin de l'école. Une rentrée qui intervient moins de 48 heures après le passage au plus près de l'île du cyclone Dudzai, premier phénomène de cette ampleur à menacer directement

La Réunion en 2026. Une situation qui rappelle une évidence : les vacances d'été se terminent en plein cœur de la saison cyclonique.

Pluies diluviennes, houle cyclonique, vents violents : il ne faut pas nécessairement un impact direct pour désorganiser la vie quotidienne. Routes coupées, quartiers isolés, réseaux fragilisés, familles exposées. Les risques d'inondations et de glissements de terrain sont bien réels, connus, documentés. Pourtant, plus de 200 000 personnes sont contraintes de reprendre une activité scolaire comme si le danger n'existait pas. Comment accepter une telle mise en danger collective ?

Conséquences négatives multiples

Cette situation n'est ni le fruit du hasard ni une fatalité climatique. Elle résulte de choix politiques clairs. Le 14 janvier 2025, le Parti communiste réunionnais alertait déjà :

« les autorités françaises ont choisi d'aligner le plus possible le calendrier scolaire de La Réunion sur celui de la France pour des convenances administratives »

. Cette décision, prise loin du terrain, illustre une aliénation persistante : celle qui consiste à plaquer des modèles exogènes sur une réalité géographique, climatique et sociale radicalement différente.

Les conséquences sont multiples. Températures caniculaires dans des salles de classe mal adaptées, journées d'enseignement perdues en cas d'alerte

cyclonique, stress permanent pour les familles et les personnels. Tout cela nuit gravement à la qualité des apprentissages et aggrave les inégalités scolaires. En clair, ce système favorise l'échec scolaire au lieu de le combattre.

Des solutions existent

Pourtant, des solutions existent. Le PCR le rappelle avec constance : il est indispensable d'adopter un calendrier scolaire conforme à la réalité de notre pays. Faire coïncider les vacances avec la période la plus chaude et la plus à risque, débiter l'année scolaire fin février-début mars pour la terminer fin décembre, voilà un rythme cohérent, protecteur et favorable à la réussite des élèves réunionnais.

Ce calendrier n'a rien d'utopique. Il est déjà en vigueur en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, autre territoire intégré à la République française. La preuve est faite que la raison peut l'emporter sur l'aveuglement administratif. Refuser cette adaptation, c'est maintenir La Réunion dans une logique d'aliénation qui nie son environnement et met sa population en danger.

Rompre avec cette aliénation est une urgence. Une question de dignité, de sécurité et d'avenir pour notre jeunesse.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Chine-Canada, le camp de la résistance s'aggrandit

Selon « L'Express de Madagascar » du 9 janvier 2026, Madagascar pourrait devenir pays partenaire des BRICS. C'est ce qu'il ressort des échanges à Pretoria entre Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud et le colonel Michaël Randrianirina, président de la Refondation de la République de Madagascar. Cette démarche s'inscrit dans l'expansion rapide du groupe, devenu un acteur majeur du Sud global, moteur de l'économie mondiale.

Madagascar pourrait prochainement rejoindre le cercle des pays partenaires des BRICS, le bloc qui réunit historiquement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Cette perspective stratégique a été évoquée lors de la récente visite de travail du colonel Michaël Randrianirina à Pretoria.

Invitation possible au prochain sommet des BRICS

À l'issue de cette rencontre, le responsable malgache a indiqué que le président Cyril Ramaphosa avait accepté la demande visant à faire de Madagascar un pays partenaire et ouvert la voie à une invitation au prochain sommet des BRICS, prévu en juin en Inde. La décision finale appartient toutefois à l'ensemble des membres, réunis en sommet officiel.

BRICS en expansion

Lancée en 2006 sous la forme du « BRIC », l'initiative regroupait alors le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'Afrique du Sud a rejoint le groupe en 2010, donnant naissance au format actuel « BRICS ». Depuis, le bloc n'a cessé de se structurer et d'élargir son influence. Une nouvelle phase d'expansion s'est ouverte lors du sommet de Johannesburg en août 2023, au cours duquel six nouveaux États ont été invités à adhérer. À compter du 1er janvier 2024, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Argentine devaient intégrer le groupe, même si certains pays ont par la suite ajusté leur calendrier ou leur participation.

Une gouvernance économique plus équilibrée

Parallèlement, les BRICS se sont dotés d'instruments concrets, conçus comme des alternatives aux institutions issues des accords de Bretton Woods. En 2014,

ils ont créé la Nouvelle Banque de Développement (NBD), basée à Shanghai, destinée à financer des projets d'infrastructures et de développement durable dans les pays membres et partenaires. La NBD a déjà soutenu des centaines de projets dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau et du numérique.

Les BRICS ont également mis en place l'Accord de réserve de contingence, un mécanisme de soutien financier visant à aider les pays membres en cas de crise de liquidité, réduisant ainsi leur dépendance au Fonds monétaire international.

À travers ces instruments, le bloc promeut une gouvernance économique plus équilibrée, une coopération Sud-Sud renforcée et un système financier international moins centré sur les puissances occidentales.

Vers une intégration plus large dans un pôle émergent

Dans ce contexte, l'éventuelle accession de Madagascar au statut de pays partenaire lui offrirait un accès privilégié à ces mécanismes, renforcerait son attractivité économique et consoliderait sa place dans un ensemble international en pleine recomposition. Devenir partenaire des BRICS représenterait ainsi une étape stratégique vers une intégration plus large dans un pôle émergent capable de peser durablement sur les équilibres économiques et géopolitiques mondiaux.

M.M.

Oté

La kiltir nout péi é nout pèp la bien avanssé... in n'éfor a fèr dsi la konssyanss politik

Mézami la somenn passé mwin la pass dann in libréri kèsrtyonn rogarde in pé si l'avé nouvoité. An partikilyé si l'avé nouvoité dsi la Rényon dann dann bann kréassion mizikalé biensir si néna nouvoité dann la lang kréol La Rényon. Mwin té pa déssu pars késtyon nouvoité, késtyonn kréassion sa sé kékshoz i mank pa nou.

Biensir mi anparl azot la litératir dann la lang franssèz épi dann la lang krél La Rényon é sé in n'afèr mi apréssyé pars nout pèp néna in vokassion pou ète biling donk nout kiltir néna vokassion d'bilinguism galman é sé pou sa mi panss i fo touzour ni suiv bann nouvoité.

Astèr oussa i pé trouv bann nouvoité la ? Biensir dann libréri, mé galman dann magazin la mizik, konm dann bann rézo sossyo épi inn fasson pou suiv sa sé d'rogarde la télé, d'ékoute la radio antouléka si ou lé an roshèrch ou sar pa déssu. Dabor pars nou lé dann in péi in kantité d'moune néna vokassion pou ète militan kiltirèl, pou ète créatèr galman.

Mi koné pa kossa zot i anpanss mé mwin pèrsonèlman mi trouv lo santiman d'mète nout péi anlèr lé assé for é par rapor a sa la kréassion kiltirèl lé bien vivan épi bien prodiktif dann in péi néna talèr in million dmoune solman... é biensir si ni anparl sa ni doi galman anparl in pèp apré lité dopi dé zané é dé zané pou fé valoir son lidantité kiltirèl.

Koté pozitif sé sak mi oi, mé koté négatif mi romarke la féblèss — dopi in sèrtin tan é ziska zordi — nout rovandikassion politik. Fitintan avèk in parti kominiss for épi la rovandikassion lotonomi ni pé dir nout pèp l'avé in rovandikassion politik épi sak ni pé apèl in shéma global ékonomik, sossyal, kiltirèl, ékolozik galman an lite konte in puissanss kolonyal bien kapab manipulé épi anpèsh anou avanss dann shomin nout libérassion ni pé dir pankor ashové.

Astèr, lo rol la kiltir ladan ? sé d'fèr avanss lidé d'noute lidantité anfin afirmé avèk konm poin fèb in konssyanss politik in pé an rokil dopi 1959 date kréassion nout parti kominiss rényoné. Mé la pa pars la kal in kou ké lo motèr lé pi la.a bon antandeur salu !

.

Justin